



Communiqué

Pour diffusion immédiate

4 décembre 2019

D'après la vérificatrice générale, l'industrie des courses de chevaux présente des lacunes au chapitre de la transparence et de la reddition de comptes au public

(TORONTO) L'industrie des courses de chevaux de l'Ontario a bénéficié de fonds gouvernementaux totalisant environ 500 millions de dollars au cours des cinq dernières années, mais elle « présente des lacunes au chapitre de la transparence et de la reddition de comptes au public », indique la vérificatrice générale de l'Ontario, Bonnie Lysyk dans son *Rapport annuel 2019*, rendu public aujourd'hui.

« Sur les 15 hippodromes de la province, un seul affiche ses états financiers sur son site Web », a souligné M^{me} Lysyk après le dépôt de son rapport à l'Assemblée législative. « De plus, les hippodromes ne divulguent pas publiquement les indicateurs de rendement clés tels que les paris bruts, les commissions perçues sur les paris, les bourses versées et le nombre de personnes qui ont un emploi dans l'industrie. »

M^{me} Lysyk a ajouté que le financement gouvernemental devait en principe aider l'industrie à devenir plus autosuffisante, mais que son Bureau avait constaté que cette dernière « n'avait fait aucun progrès vers l'autonomie financière par rapport à 2013 ».

On mentionne dans le rapport qu'en l'absence du financement accordé par le gouvernement et des revenus perçus au titre de l'hébergement de machines à sous provinciales, les 15 hippodromes de l'Ontario auraient affiché un manque à gagner combiné de 170 millions de dollars en 2018-2019.

Les commissions tirées du jeu dans les hippodromes ont diminué régulièrement en raison de la concurrence croissante livrée par les casinos et par le jeu en ligne. En 2016, on a confié à la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) la responsabilité de fournir un financement à l'industrie des courses de chevaux.

Le rapport précise qu'en avril dernier, la province a annoncé une entente d'une durée de 19 ans, aux termes de laquelle OLG versera à l'industrie des courses de chevaux près de 120 millions de dollars par année au cours des 2 premières années. De ce montant, environ 90 millions de dollars par année ont pour but d'aider les hippodromes à verser des bourses aux propriétaires des chevaux victorieux. En 2018-2019, le financement accordé par la province a couvert 60 % (84,8 millions de dollars) de ces bourses (142,3 millions en tout).

On indique dans le rapport que l'entente de 19 ans a été signée avant que l'on ait mené une étude économique. On note aussi que cette entente comporte des dispositions aux termes desquelles le financement provincial diminuera s'il y a une augmentation des paris. Toutefois, il faudrait que les paris sur les courses de chevaux en Ontario augmentent de 44 % pour que cela arrive. Le rapport fait observer que ce scénario risque peu de se réaliser, étant donné que les paris pris dans leur ensemble ont augmenté de seulement 1 % au cours des 10 dernières années.

Voici d'autres constatations présentées dans le rapport :

- Par suite de la nouvelle entente de financement d'une durée de 19 ans, l'objectif qui sous-tend le financement gouvernemental ne consiste plus tant à appuyer la transition de l'industrie vers l'autosuffisance, mais plutôt à assurer un soutien à cette dernière pendant une longue période.

- La stratégie d'OLG n'a pas aidé à faire augmenter le nombre de paris, à la fois par les Ontariens et par d'autres Canadiens, sur les courses tenues en Ontario.
- Les deux hippodromes appartenant à Woodbine Entertainment Group, soit Woodbine et Mohawk, ont généré environ 90 % des revenus tirés des paris et ont versé 70 % des bourses offertes en Ontario. Une filiale en propriété exclusive de Woodbine reçoit 3,4 millions de dollars par année pour assurer la distribution du financement gouvernemental aux hippodromes et aux éleveurs de chevaux, et pour gérer tous les paris en Ontario.
- En dépit de l'existence d'un risque de blanchiment d'argent dans les hippodromes, il n'existe aucune exigence fédérale pour l'industrie des courses de chevaux de surveillance ou de déclaration des opérations douteuses.

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(416) 327-1326

Le rapport est accessible à l'adresse www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.